

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie du Québec a ralenti en 2013, avec une croissance du PIB réel de 1,1 %, après la hausse de 1,5 % enregistrée en 2012. Un rebond de la croissance économique est attendu en 2014 et en 2015, puisque la croissance du PIB réel devrait se situer à 1,8 % et à 2,0 % respectivement. Les éléments conjoncturels qui ont contribué aux faibles résultats économiques en 2013 devraient se dissiper.

La création d'emplois devrait retrouver une dynamique plus soutenue, en lien avec l'amélioration de la croissance économique.

La création d'emplois devrait s'établir à 31 300 emplois en 2014 et augmenter à 46 300 emplois en 2015.

Le taux de chômage devrait continuer d'afficher une amélioration graduelle. Après s'être établi à 7,6 % en 2013, il devrait diminuer à 7,5 % en 2014 et à 7,2 % en 2015.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC (variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2013	2014	2015
Produit intérieur brut réel	1,1	1,8	2,0
Exportations	3,8	3,0	3,8
Indice des prix à la consommation	0,7	1,3	2,1
Mises en chantier (en milliers d'unités)	37,8	37,5	35,7
Création d'emplois (en milliers)	47,8	31,3	46,3
Taux de chômage (en %)	7,6	7,5	7,2
Marchés financiers canadiens (en %)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	1,0	0,9	1,4
Obligations du Canada – 10 ans	2,3	2,9	3,8
Dollar canadien (en cents américains)	96,6	89,5	87,9

ÉVOLUTION DE LA SITUATION BUDGÉTAIRE

L'équilibre budgétaire sera atteint à compter de 2015-2016. Le déficit s'établira à 3 100 millions de dollars en 2013-2014 et à 2 350 millions de dollars en 2014-2015. Après le retour à l'équilibre budgétaire, la moitié des surplus budgétaires sera allouée à la réduction de la dette et l'autre moitié à l'allègement du fardeau fiscal.

Pour les deux prochaines années, la croissance des dépenses consolidées, excluant le service de la dette, avoisinera 1,5 % en moyenne, alors que celle des revenus consolidés s'établira en moyenne à 3,2 %.

MAINTIEN DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA DETTE

Les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 sont maintenus, soit 45 % du PIB pour la dette brute et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés. Les versements au Fonds des générations atteindront 1 301 millions de dollars en 2014-2015 et 1 583 millions de dollars en 2015-2016.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Revenus consolidés						
Revenus autonomes	74 847	77 790	80 540	83 401	86 288	88 671
Transferts fédéraux	18 820	18 607	19 276	19 556	20 033	20 634
Total des revenus consolidés	93 667	96 397	99 816	102 957	106 321	109 305
Dépenses consolidées						
Dépenses	-85 038	-86 615	-87 700	-89 195	-91 010	-93 009
Service de la dette	-10 608	-10 831	-11 183	-11 758	-12 171	-12 620
Total des dépenses consolidées	-95 646	-97 446	-98 883	-100 953	-103 181	-105 629
Commission d'examen sur la fiscalité québécoise	—	—	650	650	650	650
Provisions pour éventualités	—	—	—	-400	-400	-400
SURPLUS (DÉFICIT)	-1 979	-1 049	1 583	2 254	3 390	3 926
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-1 121	-1 301	-1 583	-2 254	-2 790	-3 126
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽¹⁾	-3 100	-2 350	—	—	600	800

(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2013-2014 À 2016-2017

(en millions de dollars)

	2014-2015 ^P						
	2013-2014 ^P	Situation financière au 20 février 2014	Révisions	Programme révisé	Réalisé ⁽¹⁾	2015-2016 ^P	2016-2017 ^P
FONDS GÉNÉRAL							
Besoins financiers nets ^{(2),(3)}	1 988	2 649	1 516	4 165		1 062	219
Remboursements d'emprunts	4 767	7 597	104	7 701		7 115	10 697
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	-1 000	—	—	—		—	—
Variation de l'encaisse ⁽⁴⁾	-3 485	-4 421	-1 189	-5 610		—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽⁵⁾	1 000	—	—	—		—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁶⁾	-1 216	—	-55	-55		—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 538	—	300	300		—	—
Financement réalisé par anticipation	5 610	—	—	—		—	—
FONDS GÉNÉRAL	11 202	5 825	676	6 501		8 177	10 916
FONDS DE FINANCEMENT	7 384	8 554	-1 021	7 533		8 703	6 998
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	18 586	14 379	-345	14 034	4 698	16 880	17 914
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	1 000	—	1 000	—	1 000	1 000
TOTAL	19 586	15 379	-345	15 034	4 698	17 880	18 914
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁷⁾	9 741	12 261	102	12 363	—	10 201	15 017

P : Résultats préliminaires pour 2013-2014 et prévisions pour les années subséquentes.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés ou négociés en date du 29 mai 2014.

(2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du Fonds de financement.

(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(4) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation de l'année précédente.

(5) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(6) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

(7) Les montants comprennent les remboursements d'emprunts, respectivement pour les années 2013-2014 à 2016-2017, du fonds général (4 767 M\$, 7 701 M\$, 7 115 M\$ et 10 697 M\$), du Fonds de financement (1 252 M\$, 1 151 M\$, 1 206 M\$ et 1 212 M\$) et de Financement-Québec (3 722 M\$, 3 511 M\$, 1 880 M\$ et 3 108 M\$).

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2013-2014 s'élèvent à 19,6 G\$, soit : 12,5 G\$ par des émissions publiques, 5,5 G\$ par des emprunts privés et 1,6 G\$ par d'autres types d'emprunts.

En 2013-2014, le gouvernement a réalisé 16,2 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- une émission publique d'obligations de 1 000 millions d'euros (1 358 M\$ CA) en juillet 2013;
- une émission publique d'obligations de 1 000 millions d'euros (1 485 M\$ CA) en janvier 2014;
- une émission publique d'obligations de 200 millions de francs suisses (244 M\$ CA) en février 2014;
- un emprunt de 65 millions d'euros (88 M\$ CA) en juin 2013.

Pour les emprunts réalisés en 2013-2014, 41,3 % avaient une échéance de moins de 10 ans, 38,5 % avaient une échéance de 10 ans et 20,2 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Le gouvernement a effectué des emprunts par anticipation d'un montant de 5,6 G\$ au cours de l'année 2013-2014.

Le programme de financement devrait s'élever à 15 034 M\$ en 2014-2015, à 17 880 M\$ en 2015-2016 et à 18 914 M\$ en 2016-2017.

Au 31 mars 2014, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à environ 11 ans.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Fitch	AA-	Négative
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

